

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

27 JUIN 1997

PROJET DE LOI

**fixant le statut organique de la
Banque nationale de
Belgique**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR
M. Yves LETERME

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 17 juin 1997.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — **Titulaires :**

C.V.P. MM. Didden, Leterme (Y.),
Pieters (D.), Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwé,
Desimpel.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.
P.R.L. MM. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Arens.
VI. M. Huysestruyt.
Blok
Agalev/M. Tavernier.
Ecolo

B. — **Suppléants :**

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),
MM. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
MM. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
MM. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
Mme Croes-Lieten, MM. Schellens,
Van Gheluwe.
MM. de Donnéa, Maingain, Michel.
Mme Cahay-André, M. Fournaux.
Mme Colen, M. Van den Eynde.
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Membre sans voix délibérative :**

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 1061 - 96 / 97 :

- N°1 : Projet de loi.
- N°2 : Amendements.

Voir aussi :

- N°4 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

27 JUNI 1997

WETSONTWERP

**tot vaststelling van het organiek
statuut van de Nationale Bank
van België**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Yves LETERME

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 17 juni 1997.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — **Vaste leden :**

C.V.P. HH. Didden, Leterme (Y.),
Pieters (D.), Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwé,
Desimpel.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.
P.R.L. HH. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Arens.
VI. H. Huysestruyt.
Blok
Agalev/H. Tavernier.
Ecolo

B. — **Plaatsvervangers :**

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),
HH. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
HH. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
HH. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens,
Van Gheluwe.
HH. de Donnéa, Maingain, Michel.
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.
Mevr. Colen, H. Van den Eynde.
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — **Niet-stemgerechtig lid :**

V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 1061 - 96 / 97 :

- N°1 : Wetsontwerp.
- N°2 : Amendementen.

Zie ook :

- N°4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES FINANCES

Le projet de loi soumis à vos délibérations constitue une étape importante dans la préparation de la Belgique à la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Celle-ci, comme vous le savez, se caractérise par l'instauration d'une monnaie unique, l'euro ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques.

Sur le plan institutionnel, le passage à la monnaie unique implique l'établissement d'un Système européen de banques centrales (SEBC) et d'une Banque centrale européenne (BCE).

La Banque Nationale de Belgique sera partie intégrante de ce Système.

Dans cette perspective, le traité impose aux Etats membres de rendre leur législation — et en particulier, celle relative à leur banque centrale compatible avec le traité et les statuts du SEBC (article 108).

Cette compatibilité sera l'un des éléments de l'appréciation portée par l'Institut monétaire européen et par la Commission dans leurs rapports respectifs qui, au début du mois de mai prochain, permettront au Conseil de se prononcer, au titre de l'article 109J, sur la participation de la Belgique à la monnaie unique.

A côté de la réalisation de la convergence économique il y a, en effet, lieu d'assurer la convergence sur le plan légal.

Il s'agit, d'une part, de rendre la législation relative à la banque centrale compatible avec l'exigence d'indépendance formulée à l'article 107 du traité.

Il s'agit, d'autre part, de supprimer toute incompatibilité existant entre les dispositions nationales et celles du traité et des statuts, en vue de permettre la participation efficiente et sans heurts de la Banque Nationale au SEBC.

Certes, la législation belge avait déjà réalisé des avancées importantes lorsqu'à l'occasion de la loi du 22 mars 1993, le financement monétaire du Trésor avait été interdit, conformément au traité et les pouvoirs du Commissaire du gouvernement limités pour ce qui concerne l'exercice des tâches principales qui relèveront du Système lors de sa création : politique monétaire, politique de change, gestion des réserves de change et promotion du bon fonctionnement des systèmes de paiement.

Toutefois, l'œuvre n'était pas achevée.

Le moment est venu pour le législateur de porter un regard d'ensemble sur la loi organique de la Banque, perspective que j'avais évoquée devant le Parlement en présentant il y a près de dix ans le texte de la future loi du 23 décembre 1988.

Le présent projet tend à substituer, au fur et à mesure de l'abrogation des textes actuels, une loi

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIEN

Het ontwerp van wet dat u ter beraadslaging wordt voorgelegd, is een belangrijke stap in de voorbereiding van België op de derde fase van de Economische en Monetaire Unie. Zoals u weet, wordt die gekenmerkt door de invoering van een eenheidsmunt, de euro en door het bepalen en voeren van één monetair en wisselkoersbeleid.

Op institutioneel vlak impliceert de overgang naar de euro de oprichting van een Europees Stelsel van centrale banken (ESCB) en van een Europese centrale bank (ECB).

De Nationale Bank van België zal integrerend deel uitmaken van dit Stelsel.

In dit vooruitzicht worden de Lid-Staten door het Verdrag verplicht hun wetgeving en in het bijzonder de wetgeving betreffende hun centrale bank — verenigbaar te maken met het Verdrag en met de statuten van het ESCB (artikel 108).

Deze verenigbaarheid zal één van de elementen zijn die het Europees Monetair Instituut en de Commissie zullen beoordelen in hun respectievelijke verslagen. Aan de hand van deze verslagen zal de Raad, begin mei aanstaande, op grond van artikel 109J, beslissen over de deelname van België aan de eenheidsmunt.

Naast het bereiken van de economische convergentie, moet de convergentie op wettelijk vlak worden verzekerd.

Enerzijds gaat het er om de wetgeving betreffende de centrale bank verenigbaar te maken met de vereiste inzake onafhankelijkheid, vermeld in artikel 107 van het Verdrag.

Anderzijds moet elke onverenigbaarheid tussen de nationale bepalingen en de bepalingen van het Verdrag en van de statuten, worden geschrapt opdat de Nationale Bank van België op een doeltreffende manier en probleemloos zou kunnen deelnemen aan het ESCB.

Inderdaad, de Belgische wetgeving had reeds een belangrijke vooruitgang geboekt wanneer aanleiding van de wet van 22 maart 1993, de monetaire financiering van de Schatkist werd verboden, overeenkomstig het Verdrag, en de bevoegdheden van de Regeringscommissaris werden beperkt voor wat betreft de uitoefening van de belangrijkste taken die van het Stelsel zullen afhangen bij de oprichting ervan : monetair beleid, wisselkoersbeleid, beheer van de wisselkoersreserves en bevordering van de goede werking van de betaalsystemen.

Maar het werk werd niet afgemaakt.

Het ogenblik is gekomen voor de wetgever om de organieke wet van de Bank in haar geheel te bekijken, wat ik, ongeveer tien jaar geleden, bij het Parlement had ter sprake gebracht bij het voorleggen van de tekst van de latere wet van 23 december 1988.

Dit ontwerp heeft tot doel, naarmate de huidige teksten worden opgeheven, de organieke wet van

organique nouvelle à celle de 1939, plusieurs fois modifiée.

L'entrée en vigueur progressive des textes qui vous sont soumis, s'explique par le fait que certaines dispositions doivent être d'application au moment où, dans le courant de 1998, le SEBC et la BCE seront établis.

D'autres n'entreront en vigueur qu'au moment du transfert des responsabilités de politique monétaire de la Banque Nationale à la BCE au 1^{er} janvier 1999.

Le projet est nouveau en ce qu'il tient compte de ce transfert de compétences dans la définition des pouvoirs des organes et consacre de façon non équivoque l'indépendance du gouverneur et des autres membres du Comité de direction. Il abroge les textes incompatibles avec le traité et les statuts du SEBC et il allège la structure institutionnelle de la Banque, compte tenu de la modification de ses responsabilités.

Le projet s'inscrit toutefois dans la continuité. Il ne vous est pas proposé de modifier le régime de propriété du capital de la Banque. Les actionnaires privés sont, en effet, dépourvus de toute faculté d'influencer la politique de la Banque.

Le régime des relations financières entre la Banque et l'Etat est adapté à la mise en commun des revenus des actifs correspondant à la base monétaire et à la redistribution aux banques centrales nationales en fonction d'une clé de répartition fondée sur la part de l'Etat dans le PNB global et dans la population de la zone monétaire. La modification du régime actuel veille à maintenir l'autonomie financière dont la Banque dispose actuellement.

La Banque conservera, comme par le passé, les tâches que la loi lui a confiées dans des domaines non couverts par le traité et les statuts; il en sera ainsi pour les diverses centrales dont la Banque assume la gestion (centrale des bilans, centrales des crédits aux particuliers et aux entreprises, en particulier) et pour certaines missions en matière statistique. Ces tâches seront exercées sous le contrôle de la BCE qui pourra les interdire si elles interfèrent avec les objectifs et les missions du SEBC.

Il y a lieu de noter à cet égard que le traité n'exige pas l'alignement des dispositions organiques sur un modèle unique, d'ailleurs inexistant et que les institutions de l'Union européenne n'ont pas le pouvoir de définir. Ainsi, la Belgique pourra-t-elle également conserver les formes de dialogue avec les responsables économiques et sociaux au sein du Conseil de régence, entité que l'on ne retrouve pas telle quelle chez nos partenaires.

1939, die verschillende kerken is gewijzigd, te vervangen door een nieuwe organieke wet.

De geleidelijke inwerkingtreding van de u voorgelegde teksten wordt verklaard door het feit dat sommige bepalingen van toepassing moeten zijn op het ogenblik dat, in de loop van 1998, het ESCB en de ECB zullen worden opgericht.

Andere bepalingen zullen slechts in werking treden op het ogenblik dat de bevoegdheden inzake monetair beleid van de Nationale Bank zullen worden overgedragen aan de ECB, namelijk op 1 januari 1999.

Het ontwerp is nieuw in die zin dat met deze overdracht van bevoegdheden rekening wordt gehouden bij het bepalen van de bevoegdheden van de organen en dat de onafhankelijkheid van de gouverneur en van de andere leden van het Directiecomité ondubbelzinnig wordt bevestigd. De teksten die onverenigbaar zijn met het Verdrag en met de statuten van het ESCB, worden opgeheven en de institutionele structuur van de Bank wordt lichter gemaakt, waarbij rekening wordt gehouden met de wijziging van haar bevoegdheden.

Het ontwerp bevestigt echter de continuïteit. Er wordt u niet voorgesteld het stelsel inzake eigendom van het kapitaal van de Bank te wijzigen. De privé-aandeelhouders hebben inderdaad niet de mogelijkheid het beleid van de Bank te beïnvloeden.

Het stelsel van financiële betrekkingen tussen de Bank en de Staat is aangepast aan het samenbrengen van de opbrengsten van de tegoeden die met de monetaire basis overeenstemmen en aan de herverdeling onder de nationale centrale banken in functie van een verdeelsleutel gebaseerd op het aandeel van de Staat in het globaal BNP en in de bevolking van de monetaire zone. De wijziging van de huidige regeling ziet erop toe dat de financiële autonomie waarover de Bank momenteel beschikt, zou worden gehandhaafd.

De Bank zal, zoals in het verleden, de taken behouden die haar door de wet zijn toegewezen in domeinen waarop het Verdrag en de statuten geen betrekking hebben; hetzelfde zal gelden voor de verschillende centrales waarvan de Bank instaat voor het beheer (balanscentrale, kredietcentrales voor particulieren en ondernemingen, in het bijzonder) en voor bepaalde taken inzake statistiek. Deze taken zullen worden uitgevoerd onder toezicht van de ECB die deze taken zal kunnen verbieden indien de doelstellingen en opdrachten van het ESCB worden geschaad.

In dat opzicht dient te worden vermeld dat het Verdrag niet eist dat de organieke bepalingen in overeenstemming worden gebracht met één enkel model, dat trouwens niet bestaat en waarvoor de instellingen van de Europese Unie niet bevoegd zijn om dit te bepalen. Aldus zal België de vormen van overleg met de economische en sociale verantwoordelijken binnen de Regentenraad, ook kunnen behouden. Dat is een orgaan dat als dusdanig niet bestaat bij onze partners.

Toutefois, lors de l'élaboration du projet, la Belgique a bénéficié de réflexions menées en commun au plan européen. L'Institut monétaire européen doit, en effet, se prononcer dans le rapport auquel j'ai déjà fait allusion, sur la compatibilité des législations nationales au traité et aux statuts. Il est aussi appelé à émettre un jugement dans son rapport annuel sur la convergence (Statuts, article 7).

En outre, l'IME a émis un avis très positif quant à la compatibilité du projet de loi belge avec le traité à la suite de la procédure de consultation relative aux projets de dispositions normatives nationales, qui ont notamment pour objet la modification des règles applicables aux banques centrales.

L'IME considère que la compatibilité peut être assurée soit en reproduisant les règles essentielles des Statuts dans la loi interne, soit en supprimant les dispositions antinomiques, soit par renvoi aux dispositions des Statuts.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé avec une certaine vigueur à propos de ce qu'il a considéré comme une reproduction critiquable par le projet original de dispositions directement applicables des statuts.

Le gouvernement a suivi cet avis, en supprimant des dispositions du projet qui reproduisaient celles des statuts. Il a purement et simplement repris la formule proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 2, et d'où il ressort clairement que la Banque Nationale est partie intégrante du SEBC et régie par les statuts de celui-ci.

Dans la mesure où certaines dispositions des statuts appelaient un complément national, les dispositions correspondantes du projet ont été maintenues. C'est le cas, par exemple, pour l'article 8, relatif aux systèmes de paiement.

*
* *

Je souhaiterais appeler votre attention sur quelques dispositions particulièrement significatives.

En ce qui concerne tout d'abord l'exigence d'indépendance, vous aurez noté que le projet supprime toute espèce de tutelle de la part du Ministre des Finances et de son représentant en ce qui concerne les missions et opérations relevant du SEBC (cf. article 20). A leur égard, comme j'y ai déjà fait allusion, la loi de 1993 avait supprimé le contrôle d'opportunité. C'est aujourd'hui le contrôle juridique qu'il vous est proposé d'abroger. Si le gouvernement considère qu'une décision de la Banque, dans ces domaines, est contraire à la loi, il devra exercer les recours ordinaires existant en droit belge.

Bij de opmaak van het ontwerp heeft België, echter, voordeel gehaald uit gezamenlijk gevoerde denk-oefeningen op Europees vlak. In het verslag waarnaar ik reeds heb verwezen, moet het Europees Monetair Instituut beslissen of de nationale wetgevingen verenigbaar zijn met het Verdrag en met de statuten. Het moet in zijn jaarverslag ook een oordeel uitbrengen omtrent de convergentie (Statuten, artikel 7).

Bovendien heeft het EMI een zeer gunstig advies uitgebracht betreffende de verenigbaarheid van het Belgische wetsontwerp met het Verdrag als gevolg van de overlegprocedure betreffende de ontwerpen van nationale normatieve bepalingen. Die hebben onder meer tot doel de op de centrale banken toepasbare regels, te wijzigen.

Het EMI is van mening dat de verenigbaarheid kan worden verzekerd, door ofwel de essentiële regels van de Statuten over te nemen in de interne wet, ofwel door de tegenstrijdige bepalingen op te heffen, ofwel door te verwijzen naar de bepalingen van de Statuten.

De Raad van State beschouwt de overname door het oorspronkelijke ontwerp van direct van toepassing zijnde bepalingen van de statuten, als betwistbaar.

De regering heeft dit advies gevolgd en heeft bepalingen van het ontwerp die bepalingen van de statuten zouden overnemen, opgeheven. Ze heeft gewoonweg de door de Raad van State voorgestelde formule voor artikel 2 overgenomen, en waaruit duidelijk blijkt dat de Nationale Bank integrerend deel uitmaakt van het ESCB en dat voor de Nationale Bank de statuten van het ESCB gelden.

In de mate dat voor sommige bepalingen van de statuten een aanvulling op nationaal niveau nodig was, werden de overeenstemmende bepalingen van het ontwerp gehandhaafd. Dit is, bijvoorbeeld, het geval voor artikel 8, met betrekking tot de betaalsystemen.

*
* *

Ik zou uw aandacht willen vestigen op enkele bijzonder belangrijke bepalingen.

In de eerste plaats wat de eis inzake onafhankelijkheid betreft, zal u hebben opgemerkt dat elke vorm van voogdij vanwege de Minister van Financiën en zijn vertegenwoordiger inzake de taken en verrichtingen die van het ESCB afhangen, in het ontwerp wordt geschrapt (cf. artikel 20). In dat opzicht, zoals ik reeds naar heb verwezen, had de wet van 1993 de controle inzake opportunitéit opgeheven. Vandaag is het de juridische controle die u voorgesteld wordt af te schaffen. Indien de regering van mening is dat een beslissing van de Bank, in deze domeinen, tegenstrijdig is met de wet, zal ze de gewone rechtsmiddelen moeten aanwenden die in het Belgisch recht bestaan.

En outre, il est expressément prévu à l'article 21 que le gouverneur — comme les autres membres du Comité de direction — ne pourront être révoqués que s'ils ne remplissent plus les conditions nécessaires à l'exercice de leurs fonctions ou s'ils ont commis une faute grave, expressions reprises à l'article 14.2 des statuts du SEBC.

En ce qui concerne les tâches ne relevant pas du Système, on notera la possibilité pour la Banque d'en confier l'exécution à des entités juridiques distinctes avec, le cas échéant, c'est-à-dire si ladite mission a été confiée par la loi à la Banque, l'autorisation du Roi.

L'allégement des structures de la Banque sera réalisé par la suppression du Conseil général, organe groupant tous les autres (Comité de direction, Conseil de régence et Collège des censeurs) et exerçant aujourd'hui des tâches administratives et budgétaires. Les attributions du Conseil général — y compris la révision des statuts lorsque celle-ci n'est pas conditionnée par la loi ou les engagements internationaux de la Belgique — sont reprises par le Conseil de régence, dont le rôle opérationnel deviendra purement consultatif. Actuellement, on peut encore lire dans les statuts de la Banque que ledit Conseil « fixe le taux et les conditions de l'escompte, des avances et des prêts » (Statuts, article 64). Cette disposition, déjà rendue obsolète par les délégations consenties au Comité de direction et les techniques utilisées par la Banque dans ses interventions sur le marché monétaire, sera totalement dépassée lorsqu'à partir de 1999, ce sera à la BCE d'arrêter les taux de la politique monétaire.

En revanche, le Conseil de régence permettra au gouverneur de recueillir les informations et les opinions des milieux économiques et sociaux, qu'il pourra mettre à profit comme membre du Conseil des gouverneurs de la BCE. On notera, à cet égard, qu'en cette capacité, le Gouverneur ne pourra être porteur d'aucun mandat impératif. Ainsi, ses collègues du Comité de direction ne pourront pas prétendre lier le Gouverneur dans l'exercice de ses fonctions au sein de la BCE.

Je signalerai encore une disposition, particulièrement détaillée, relative au secret professionnel (article 32), qui doit permettre à la Banque de recevoir et, dans certains cas, de transmettre des informations confidentielles.

Une fois la loi votée, il appartiendra à la Banque de modifier ses statuts afin de les mettre en concordance avec la loi nouvelle (cf. article 33).

D'autre part, je viens de déposer, au nom du Gouvernement, deux amendements (n^os 1 à 3, Doc. n^o 1061/2) relatifs à l'émission par la Banque Nationale de pièces de monnaie en or, à des fins numismatiques ou commémoratives, qui seront frappées par la Monnaie Royale.

Verder is in artikel 21 uitdrukkelijk bepaald dat de gouverneur — net zoals de andere leden van het Directiecomité — enkel van hun ambt kunnen worden ontheven indien ze niet meer voldoen aan de eisen voor de uitoefening van hun ambt of op ernstige wijze zijn tekortgeschoten, zoals vermeld in artikel 14.2 van de statuten van het ESCB.

Inzake de taken die niet afhangen van het ESCB, wordt opgemerkt dat de Bank de mogelijkheid heeft de uitvoering van die taken toe te wijzen aan afzonderlijke juridische entiteiten met, desgevallend, namelijk indien voormelde taak bij wet aan de Bank werd toegekend, toestemming van de Koning.

De structuren van de Bank zullen lichter worden gemaakt door afschaffing van de Algemene Raad. Dit orgaan verenigt alle andere organen (Directiecomité, Regentenraad en College der censoren) en voert momenteel administratieve en budgettaire taken uit. De bevoegdheden van de Algemene Raad — met inbegrip van de herziening van de statuten wanneer die is onderworpen aan de voorwaarden bepaald in de wet of de internationale verbintenissen van België — zijn overgenomen door de Regentenraad, die een louter adviserende rol zal hebben. Momenteel is nog in de statuten van de Bank vermeld dat voormalde Raad « het tarief en de voorwaarden voor het disconto, de voorschotten en beleningen bepaalt » (Statuten, artikel 64). Die bepaling, die reeds voorbijgestreefd is door de overheveling van bevoegdheden aan liet Directiecomité en de door de Bank gebruikte technieken bij haar tussenkomsten op de monetaire markt, zal volkomen zijn voorbijgestreefd wanneer vanaf 1999 de ECB zal beslissen over de tarieven van het monetair beleid.

Daarentegen zal de Regentenraad de gouverneur de mogelijkheid bieden om informatie en meningen van de economische en sociale middens in te winnen, waarvan hij zal kunnen gebruik maken als lid van de Raad van de gouverneurs van de ECB. In dat opzicht dient te worden opgemerkt dat de Gouverneur, in deze bevoegdheid, geen enkel imperatief mandaat zal kunnen uitoefenen. Aldus zullen zijn collega's van het Directiecomité de Gouverneur niet kunnen binden in de uitoefening van zijn ambt binnen de ECB.

Ik wijs nog op een, bijzonder gedetailleerde, bepaling betreffende het beroepsgeheim (artikel 32). Deze bepaling moet de Bank de mogelijkheid bieden vertrouwelijke informatie te bekomen en, in bepaalde gevallen, over te maken.

Eens de wet zal zijn goedgekeurd, zal het aan de Bank zijn haar statuten te wijzigen om die verenigbaar te maken met de nieuwe wet (cf. artikel 33).

Anderzijds heb ik, namens de Regering, drie amendementen (n^os 1 tot 3 — Stuk n^o 1061/2) ingediend betreffende de uitgifte door de Nationale Bank van gouden muntstukken, ter herdenking van gebeurtenissen of om numismatische redenen. Deze muntstukken zullen door de Koninklijke Munt worden geslagen.

Il s'agit d'une émission limitée en volume et soumise à partir de la troisième phase de l'UEM, à l'approbation de la BCE.

Le produit net de l'émission de ces pièces sera attribué à l'Etat.

Ce projet n'a pas suscité d'objection de la part de l'IME, dans l'avis qu'il a émis à son sujet.

*
* * *

En conclusion, je veux souligner l'importance politique et symbolique de ce projet dont le dépôt confirme la volonté de la Belgique de participer à la première vague de l'Union monétaire.

Le Gouvernement a, à diverses reprises, souligné la place éminente que cet objectif occupe dans sa politique.

Et cependant, le présent projet est surtout technique et, pour la majeure partie, est essentiellement une clarification des textes. Ceux-ci doivent être adaptés comme le veut le traité mais cette adaptation n'entraîne pas de bouleversement en ce qui concerne l'organisation de la Banque.

En terminant, je voudrais souligner le lien existant entre l'exigence d'indépendance et l'objectif de stabilité des prix, que l'on doit mettre aussi en rapport avec l'interdiction du financement monétaire de l'Etat. C'est parce qu'elle a pour objectif principal la stabilité des prix que l'on peut et doit admettre l'indépendance du SEBC. Ce n'est pas à ce Système qu'il faut demander en outre la promotion de l'emploi. La réalisation de cet objectif relève du « gouvernement économique » de l'Union qui doit exister en parallèle avec la banque centrale, sans porter atteinte à l'indépendance de cette dernière. Vous connaissez l'importance que le Gouvernement attache à l'équilibre entre, d'une part, le pôle monétaire et, d'autre part, le pôle économique résultant de la coordination des politiques macroéconomiques, en ce compris la politique de l'emploi.

Het gaat om een uitgifte die beperkt is wat de omvang betreft en die, met ingang van de derde fase van de EMU, aan de ECB zal worden voorgelegd voor goedkeuring.

De netto-opbrengst van de uitgifte van deze muntstukken zal aan de Staat worden toegekend.

Het EMI heeft, in zijn advies dat het hieromtrent heeft uitgebracht, geen bezwaar geformuleerd omtrent dit ontwerp.

*
* * *

Tot besluit wil ik de nadruk leggen op het politiek en symbolisch belang van dit ontwerp. De indiening van dit ontwerp bevestigt de wil van België om deel uit te maken van de eerste groep Lid-Staten die deelneemt aan de Muntunie.

De Regering heeft, herhaaldelijk, de nadruk gelegd op de belangrijke plaats van deze doelstelling in haar beleid.

Dit ontwerp is, echter, vooral van technische aard en is hoofdzakelijk een verduidelijking van de teksten. Deze teksten moeten worden aangepast, zoals bepaald in het Verdrag, maar deze aanpassing leidt niet tot grondige wijzigingen op het vlak van de organisatie van de Bank.

Tot slot wil ik de nadruk leggen op de link die bestaat tussen de eis inzake onafhankelijkheid en de doelstelling inzake prijsstabiliteit, die ook in verband moet worden gebracht met het verbod van monetaire financiering van de Staat. Het is omdat de onafhankelijkheid hoofdzakelijk de prijsstabiliteit tot doel heeft, dat de onafhankelijkheid van het ESCB kan en moet worden aanvaard. Het is niet van dit Stelsel dat een bevordering van de werkgelegenheid moet worden verwacht. De verwezenlijking van deze doelstelling behoort tot de bevoegdheid van de economische regering van de Unie die gelijklopend moet bestaan met de centrale bank, zonder afbreuk te doen aan de onafhankelijkheid van laatstgenoemde. U kent het belang dat de Regering hecht aan het evenwicht tussen, enerzijds, het monetaire luik en, anderzijds, het economisch luik dat voortvloeit uit de coördinatie van het macro-economisch beleid, met inbegrip van het werkgelegenheidsbeleid.

II. — DISCUSSION GENERALE

Répondant à *M. Arens*, le ministre confirme que le régime d'association monétaire entre la Belgique et le Luxembourg prendra fin le 1^{er} janvier 1999 lors de la réalisation de l'Union monétaire européenne. Cette modification est une conséquence du traité de Maastricht. Le Luxembourg aura sa propre banque nationale, qui fera partie du SEBC.

M. Tavernier estime qu'une banque centrale ne doit pas seulement veiller à la stabilité des prix. Elle contribue aussi à définir les contours de la politique économique et de la politique de l'emploi.

Il craint dès lors que la Banque nationale et son gouverneur ne disposent d'une trop grande indépendance.

Aussi l'intervenant demande-t-il quel contrôle démocratique pourra encore s'exercer à l'avenir sur la politique économique menée, d'une part, par la Banque nationale de Belgique (BNB) et, d'autre part, par la banque centrale européenne (BCE).

Le ministre fait observer qu'à l'avenir, la BNB ne mènera plus de politique monétaire; ce sera désormais la tâche de la BCE.

M. Tavernier maintient que l'on octroie trop de pouvoirs à des organes qui échappent au contrôle démocratique et à l'encontre desquels aucune sanction ne peut être prise.

M. De Grauwe partage ce point de vue. Bien qu'il n'y voie personnellement aucun inconvénient, il s'étonne néanmoins de ce que les ministres des Finances européens accordent à l'heure actuelle la priorité absolue à la politique monétaire (stabilité des prix). Le traité de Maastricht prévoyait en effet (en ordre subsidiaire, il est vrai) encore d'autres objectifs.

Des exemples étrangers (par exemple, la Réserve fédérale aux Etats-Unis) montrent qu'une banque centrale doit aussi pouvoir s'attacher à réaliser ces autres objectifs.

La BCE sera, elle aussi, confrontée de temps à autre à de tels problèmes.

A ce moment, un conflit surgira, selon l'intervenant, entre l'indépendance politique de la banque centrale (en tant qu'instrument destiné à garantir la stabilité des prix), d'une part, et ces autres objectifs et les comptes qu'elle sera tenue de rendre à la société en ce qui concerne la réalisation de ceux-ci, d'autre part.

M. De Grauwe note à cet égard que quasi rien n'est prévu à ce sujet dans le traité de Maastricht.

Aux termes de l'article 109B, le président de la BCE doit certes exposer chaque année la politique mise en œuvre par son institution devant le Parlement européen.

L'intervenant demande qu'une telle obligation soit également inscrite dans la loi belge (traditionnellement, le gouverneur de la BNB vient dès à présent commenter le rapport annuel au parlement).

II. — ALGEMENE BESPREKING

Op vraag van *de heer Arens* bevestigt *de minister* dat de monetaire associatie tussen België en Luxemburg een einde neemt op 1 januari 1999 bij de verzenlijking van de Europese Monetaire Unie. Dit is een uitvloeisel van het Verdrag van Maastricht. Luxemburg zal zijn eigen nationale bank hebben die deel zal uitmaken van het ESCB.

De heer Tavernier meent dat een centrale bank niet enkel moet waken over de prijsstabiliteit. Zij bepaalt ook mede het economisch beleid en het beleid inzake werkgelegenheid.

Hij is dan ook beducht voor een al te grote onafhankelijkheid van de Nationale Bank en van haar gouverneur.

Spreker vraagt dan ook welke democratische controle in de toekomst nog over het, enerzijds door de Belgische Nationale Bank (NBB) en, anderzijds door de Europese centrale Bank (ECB), gevoerde economische beleid zal kunnen worden uitgeoefend.

De minister merkt op dat de NBB in de toekomst geen monetaire politiek meer zal voeren, dat zal de ECB doen.

De heer Tavernier blijft erbij dat teveel macht wordt verleend aan organen waarop geen democratische controle bestaat en tegen wie geen sancties kunnen worden getroffen.

De heer De Grauwe sluit zich daarbij aan. Hoewel hij daar zelf geen moeite mee heeft verbaast het hem niettemin dat de Europese ministers van Financiën thans absolute voorrang geven aan het monetaire beleid (prijsstabiliteit). Het Verdrag van Maastricht voorzag immers (weliswaar in ondergeschikte orde) ook nog in andere doelstellingen.

Buitenlandse voorbeelden (bijvoorbeeld de Federal Reserve in de Verenigde Staten) tonen aan dat een centrale bank ook die andere doelstellingen moet kunnen behartigen.

Ook de ECB zal nu en dan met dergelijke problemen worden geconfronteerd.

Op dat moment zal er volgens spreker een conflict ontstaan tussen enerzijds de politieke onafhankelijkheid van de centrale bank (als instrument om de prijsstabiliteit te waarborgen) en, anderzijds die andere doelstellingen en de verantwoording die zij hierover aan de maatschappij verschuldigd is.

De heer De Grauwe stipt in dit verband aan dat in het Verdrag van Maastricht hieromtrent weinig of niets is bepaald.

Weliswaar moet luidens artikel 109B de President van de ECB jaarlijks het beleid van zijn instelling in het Europees Parlement uiteenzetten.

Spreker wenst dat ook op Belgisch vlak dergelijke verplichting in de wet zou worden opgenomen (er bestaat reeds een feitelijke traditie dat de Gouverneur van de NBB het jaarverslag in het parlement komt toelichten).

Le ministre des Finances n'est pas opposé à cette proposition. Il demande toutefois si cela vaut encore la peine de l'inscrire dans la loi, étant donné que la BNB ne déterminera plus la politique monétaire à partir du 1^{er} janvier 1999.

M. De Grauwe objecte que le gouverneur participe à la définition de cette politique au niveau de la BCE. Il devra également pouvoir fournir des explications à ce sujet au parlement belge.

Le ministre précise qu'il doit s'agir d'un dialogue entre le parlement et le gouverneur, et qu'il ne s'agira pas pour ce dernier de venir se justifier.

Le gouverneur de la BNB ne peut en effet pas être tenu pour responsable de décisions qui seront prises collégialement au sein de la BCE.

A cette condition, il peut marquer son accord sur un amendement éventuel allant dans ce sens.

M. Leterme fait observer que dans le projet définitif, plus précisément au chapitre II, figurent quelques dispositions dont le Conseil d'Etat a estimé, dans son avis, qu'elles étaient superflues.

Le ministre répond que le maintien de ces dispositions procède du souci d'améliorer la lisibilité du projet.

M. Arens demande si l'article 11 du projet à l'examen signifie que les projets d'emprunts en devises de l'Etat belge devront désormais être soumis à l'examen des instances européennes.

Pourront-elles limiter la capacité d'emprunt de l'Etat belge, des communautés et des régions ?

Le ministre répond que la BCE ne pourra pas le faire. Elle pourra toutefois veiller au respect de l'interdiction de financement monétaire prévue par le traité.

Les pouvoirs publics belges ne devront toutefois pas demander l'autorisation de la BCE pour pouvoir contracter des emprunts.

M. Didden demande si les statuts du SEBC, auxquels il est fait référence à l'article 26 du projet à l'examen, ont déjà été approuvés.

Le ministre précise qu'ils figurent dans le protocole annexé au traité de Maastricht.

MM. Didden et Olaerts demandent dans quelle mesure les autres Etats membres de l'UE ont déjà adapté leur législation relative à leur banque centrale.

Le ministre connaît-il, par exemple, le contenu du projet de loi déposé par le gouvernement néerlandais ?

Le ministre précise que l'Institut monétaire européen (IME) a également rendu un avis favorable au sujet du projet néerlandais. Cela vaut également pour le projet allemand, dont la portée est limitée, étant donné qu'il se borne à abroger les dispositions de droit interne qui sont vraiment incompatibles avec le traité (par exemple, la présence d'un membre du gouvernement au sein du conseil d'administration de la Bundesbank, la possibilité pour le gouvernement de reporter de deux semaines une décision de la Bundesbank).

De minister van Financiën heeft geen bezwaar tegen dit voorstel. Wel vraagt hij zich af of het de moeite loont dit alsnog in de wet in te schrijven, aangezien de NBB per 1 januari 1999 niet langer het monetaire beleid zal bepalen.

De heer De Grauwe werpt tegen dat de Gouverneur op het niveau van de ECB dit beleid mede zal bepalen. Ook daarover moet hij aan het Belgisch parlement toelichting kunnen verstrekken.

De minister geeft aan dat het om een dialoog moet gaan tussen het parlement en de gouverneur en niet om het afleggen van verantwoording.

De gouverneur van de NBB kan immers niet verantwoordelijk worden gesteld voor beslissingen die binnen de ECB collegiaal worden genomen.

Onder dit voorbehoud kan hij instemmen met een eventueel amendement in die zin.

De heer Leterme merkt op dat in het definitieve wetsontwerp, met name in hoofdstuk II, enkele bepalingen voorkomen waarvan de Raad van State in zijn advies gesteld had dat ze overbodig waren.

Volgens *de minister* is dat gebeurd omwille van de leesbaarheid van het ontwerp.

De heer Arens vraagt of artikel 11 van het ontwerp betekent dat voortaan de voorgenomen deviezenleningen van de Belgisch Staat ook door de Europese instanties zullen worden beoordeeld.

Zullen zij de leningscapaciteit van de Belgische Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen beperken ?

De minister geeft aan dat de ECB dat niet zal kunnen doen. Zij zal echter wel waken over het in het Verdrag ingeschreven verbod van monetaire financiering.

De Belgische overheid moet echter aan de ECB geen toestemming vragen om leningen te kunnen aangaan.

De heer Didden vraagt of de statuten van het ESCB, waarnaar in artikel 26 van het ontwerp wordt verwezen, reeds goedgekeurd zijn.

De minister geeft aan dat zij zijn opgenomen in een protocol in bijlage bij het Verdrag van Maastricht.

De heren Didden en Olaerts vragen in hoever de EU-Lid-Staten de wetgeving inzake hun centrale bank reeds hebben aangepast.

Kent de minister de inhoud van bijvoorbeeld het door de Nederlandse regering ingediende ontwerp ?

De minister geeft aan dat het Europees Monetair Instituut (EMI) ook over het Nederlandse ontwerp een positief advies heeft uitgebracht. Hetzelfde geldt voor het Duitse ontwerp, dat beperkt is van omvang aangezien het enkel die bepalingen van het nationale recht schrappt die echt onverenigbaar zijn met het Verdrag (bijvoorbeeld de aanwezigheid van een lid van de regering in de raad van bestuur van de Bundesbank, de mogelijkheid voor de regering om een beslissing van de Bundesbank twee weken uit te stellen).

M. Olaerts insiste pour que les petits pays comme la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg adoptent une attitude commune en la matière.

Le ministre remettra une copie du projet de loi néerlandais à *M. Olaerts*. Ces projets de loi sont actuellement examinés par les parlements néerlandais et allemand.

M. Didden demande quelle partie du capital de la BNB est constituée d'actions cotées en bourse.

Le ministre précise que la moitié des actions sont aux mains de l'Etat belge. Ces actions sont nominatives et incessibles.

Les actions cotées en bourse sont évidemment nominatives ou au porteur.

M. Didden demande quel est précisément l'objet de l'amendement du gouvernement (n° 1 — Doc. n° 1061/2) concernant l'émission de pièces d'or.

Le ministre répond qu'il ne s'agit pas d'une réévaluation (comptable) de la réserve d'or (comme envisageait de le faire le gouvernement allemand à un moment donné), mais de la réalisation (approuvée par les instances européennes) d'une plus-value réelle.

M. Huysentruyt déplore à son tour que la BCE n'ait quasi plus à justifier la politique mise en œuvre. Des pouvoirs considérables sont ainsi octroyés à un petit groupe de personnes.

La présentation du rapport annuel par le président de la BCE ne lui semble pas suffisante, d'autant que le Parlement européen peut difficilement être considéré comme un parlement à part entière.

La proposition prévoyant que le gouverneur de la BNB ferait chaque année rapport au parlement belge ne lui paraît pas non plus satisfaisante, du fait que le parlement ne peut qu'approuver ou rejeter ledit rapport sans rien pouvoir changer quant au fond.

Le ministre confirme que le traité de Maastricht garantit l'autonomie de la Banque centrale européenne (BCE) dans l'accomplissement de ses missions (consistant essentiellement à promouvoir la stabilité des prix).

Les membres du comité de direction sont nommés de commun accord par les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, après consultation du Parlement européen.

En Belgique, en revanche, le gouverneur de la Banque nationale est nommé sans que le parlement soit consulté.

Le président du conseil européen des ministres des Finances et un membre de la Commission européenne peuvent participer (avec voix consultative) à la réunion des gouverneurs des banques centrales européennes.

En Belgique, en revanche, le ministre des Finances ne peut assister aux délibérations du conseil d'administration de la Banque nationale.

De heer Olaerts dringt erop aan dat kleinere landen zoals België, Nederland en Luxemburg terzake een zelfde houding zouden aannemen.

De minister zal een kopie van het Nederlandse wetsontwerp aan de heer Olaerts ter hand stellen. Zowel in Nederland als in Duitsland worden deze wetsontwerpen thans door de respectieve parlementen besproken.

De heer Didden vraagt welk gedeelte van het kapitaal van de NBB bestaat uit aan de beurs genoteerde aandelen.

De minister geeft aan dat de helft van de aandelen in de handen zijn van de Belgische Staat. Deze aandelen zijn op naam en onoverdraagbaar.

De ter beurze genoteerde aandelen zijn uiteraard nominatief of aan toonder.

De heer Didden wil weten wat precies de bedoeling is van het regeringsamendement (n° 1, Stuk n° 1061/2) betreffende de uitgifte van gouden muntstukken.

De minister antwoordt dat het niet gaat om een (boekhoudkundige) herwaardering van de goudvoorraad (zoals de Duitse regering op een bepaald ogenblik van plan was) maar om een (door de Europese instanties goedgekeurde) realisatie van een reële meerwaarde.

De heer Huysentruyt betreurt op zijn beurt dat de ECB nauwelijks nog verantwoording zal moeten afleggen over het gevoerde beleid. Op die manier wordt enorm veel macht verleend aan een kleine groep mensen.

Het jaarlijks verslag van de President van de ECB lijkt hem onvoldoende, te meer daar het Europees Parlement bezwaarlijk als een volwaardig parlement kan worden beschouwd.

Het voorstel om de gouverneur van de NBB jaarlijks verslag te laten uitbrengen in het Belgisch parlement is evenmin toereikend, omdat het parlement dit verslag enkel kan goed- of afkeuren, zonder ten gronde iets te kunnen wijzigen.

De minister bevestigt dat het Verdrag van Maastricht de autonomie van de Europese Centrale Bank (ECB) in de uitoefening van haar opdrachten (eerst en vooral het bevorderen van de prijsstabiliteit) waarborgt.

De leden van het directiecomité worden benoemd in gemeenschappelijk overleg door de regeringen van de EU-Lid-Staten, na raadpleging van het Europees Parlement.

In België daarentegen wordt de Gouverneur van de Nationale Bank benoemd zonder hierover het advies van het parlement in te winnen.

De Voorzitter van de Europese raad van ministers van Financiën en een lid van de Europese Commissie mogen (met raadgevende stem) deelnemen aan de vergadering van de gouverneurs van de Europese centrale banken.

In België daarentegen mag de minister van Financiën niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur van de Nationale Bank.

De plus, la BCE fait chaque année rapport au conseil de ministres, à la Commission européenne et au Parlement européen sur ses activités et sur la politique monétaire mise en œuvre.

L'article 109 du traité de Maastricht prévoit que ce n'est pas la BCE, mais le conseil de ministres européen qui est compétent pour approuver d'éventuels mécanismes de change et pour définir les grandes lignes de la politique du change.

M. Tavernier répète que le Parlement européen n'a pas les mêmes compétences que les parlements nationaux des Etats membres.

L'intervenant estime que ces matières devraient aussi pouvoir faire l'objet d'un débat politico-économique au parlement belge.

Il propose que l'on inscrive l'obligation de faire rapport au parlement fédéral dans la loi fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique.

Le ministre souligne que cela devrait se faire dans le cadre du traité de Maastricht. L'article 107 dispose clairement que les gouvernements des Etats membres s'engagent à ne pas influencer les membres des organes décisionnels de la BCE et des banques centrales nationales dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par le traité.

M. Tavernier réplique que les membres du Conseil de régence influenceront inévitablement la politique à mener par la BNB.

Le parlement belge doit pouvoir interroger le gouverneur de la BNB, sans toutefois pouvoir lui infliger de sanction.

M. De Graauwe partage ce point de vue. Il annonce le dépôt d'un amendement (n° 4 — Doc. n° 1061/2) prévoyant une double obligation.

D'une part, le gouverneur de la BNB doit faire annuellement rapport au parlement, qui peut organiser un débat général sur cette base.

D'autre part, le gouverneur et les autres membres du comité de direction de la BNB doivent pouvoir être entendus, à la demande du parlement, par les commissions compétentes.

Daarenboven brengt de ECB jaarlijks aan de raad van ministers, de Europese Commissie en het Europees Parlement verslag uit over haar activiteiten en over het door haar gevoerde monetaire beleid.

In artikel 109 van het Verdrag van Maastricht is bepaald dat niet de ECB maar de Europese ministerraad bevoegd is voor de goedkeuring van eventuele wisselkoersmechanismen en voor het bepalen van de grote lijnen van het wisselbeleid.

De heer Tavernier herhaalt dat het Europees Parlement niet dezelfde bevoegdheid heeft als de nationale parlementen van de Lid-Staten.

Spreker vindt dat ook in het Belgische parlement over deze materies een politiek-economisch debat moet kunnen worden gevoerd.

Hij stelt voor dat in de wet tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank een verplichting tot rapportering aan het federale parlement zou worden ingeschreven.

De minister geeft aan dat zulks binnen het kader van het Verdrag van Maastricht moet gebeuren. Artikel 107 bepaalt duidelijk dat de regeringen van de Lid-Staten zich ertoe verbinden de leden van de beslissingsorganen van de ECB en van de nationale centrale banken niet te beïnvloeden in de uitoefening van de taken die hen door het Verdrag zijn opgelegd.

De heer Tavernier werpt tegen dat alvast de leden van de Regentenraad onvermijdelijk de door de NBB te voeren politiek zullen beïnvloeden.

Het Belgische parlement moet de gouverneur van de NBB aan de tand kunnen voelen, weliswaar zonder hem een sanctie te kunnen opleggen.

De heer De Graauwe sluit zich daarbij aan. Hij kondigt de indiening aan van een amendement (nr 4, Stuk nr 1061/2) dat een dubbele verplichting inhoudt.

Enerzijds moet de gouverneur van de NBB jaarlijks verslag uitbrengen aan het parlement, dat op die basis een algemeen debat kan houden.

Anderzijds moeten de gouverneur en de overige leden van het directiecomité van de NBB op verzoek van het parlement door de bevoegde commissies kunnen worden gehoord.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Le ministre fait observer que le texte de cet article a été adapté pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 1061/1, pp. 29-30).

*
* * *

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Art. 3 à 8

Ces articles sont adoptés par 9 voix et une abstention.

Art. 9

M. Didden demande ce qu'il faut entendre précisément par les « modalités déterminées par des conventions conclues entre le ministre des Finances et la Banque ».

Le ministre indique que ces termes visent le système actuel.

*
* * *

L'article 9 est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 10

M. Tavernier constate que le chapitre III du projet (articles 10 à 14) a trait aux missions d'intérêt public pouvant être assumées par la BNB. Il demande de quelles missions il s'agit actuellement. En vertu de quelles lois assigne-t-on actuellement des missions d'intérêt public à la BNB ?

L'article 12 cite explicitement la collecte d'informations statistiques.

Quel est le contrôle technique exercé sur cette collecte ?

La Cour des comptes contrôle actuellement certaines activités de la BNB pour le compte du parlement.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De minister geeft aan dat de tekst van dit artikel werd aangepast ingevolge het advies van de Raad van State (Stuk n° 1061/1, blz. 29-30).

*
* * *

Artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3 tot 8

Deze artikelen worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 9

De heer Didden vraagt wat precies bedoeld wordt met « de nadere regels vastgelegd bij overeenkomsten tussen de minister van Financiën en de Bank ».

De minister geeft aan dat hiermee het huidige systeem wordt bedoeld.

*
* * *

Artikel 9 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 10

De heer Tavernier stelt vast dat hoofdstuk III van het ontwerp (artikelen 10 tot 14) betrekking heeft op taken van algemeen belang die de NBB op zich kan nemen. Spreker vraagt een overzicht van de huidige toestand terzake. Op basis van welke wetten worden thans aan de NBB taken van algemeen belang opgedragen ?

In artikel 12 wordt in dit verband uitdrukkelijk verwezen naar de inzameling van statistische gegevens.

Welke technische controle wordt daarop uitgeoefend ?

Momenteel oefent het Rekenhof voor rekening van het Parlement controle uit over sommige activiteiten van de NBB.

Comment cette compétence évoluera-t-elle à l'avenir ?

Au demeurant, ne centralise-t-on pas trop d'activités auprès de la BNB ?

M. De Grauwe estime, lui aussi, que les missions de la BNB sont définies de manière trop vague dans le projet de loi à l'examen.

C'est ainsi que l'article 13 renvoie aux missions visée à l'article 10. Or, l'article 10 est formulé, lui aussi, de manière très vague !

Le ministre répond qu'il s'agit, à l'article 10, des missions confiées à la Banque par des lois spéciales.

Ces missions sont donc précisées dans les lois spéciales en question.

M. De Grauwe fait observer que la BNB devra dorénavant veiller à la stabilité des prix, tout en étant en outre chargée de collecter parallèlement les informations statistiques afférentes à cette mission.

Comme *M. Tavernier*, il se demande s'il est judicieux qu'une seule et même institution accomplit ces deux missions.

Le ministre précise que l'article 12, qui habilite la Banque à collecter des informations statistiques, ne concerne que les missions d'intérêt public visées à l'article 10.

Cela vaut aussi pour l'article 13, qui permet à la Banque d'exécuter toutes les opérations et de prêter tous les services qui sont l'accessoire ou le prolongement des missions visées à l'article 10.

L'article 10 du projet renvoie, à son tour, à des lois spéciales. Le législateur pourra donc, s'il le désire, modifier ces lois spéciales afin de répondre aux objections soulevées par les deux intervenants.

M. De Grauwe demande à quelles fins la Banque est autorisée par l'article 14 à constituer une ou plusieurs entités juridiques distinctes.

Le ministre renvoie à la réponse que ses délégués ont fournie à ce sujet au Conseil d'Etat (Doc. n° 1061/1, p. 32).

La scission des patrimoines avec l'entité BNB a pour but d'éviter d'éventuelles répercussions sur les opérations qui dépendent du SEBC.

Dans certains cas, l'objectif est également de permettre la rationalisation de l'activité filialisée et une approche plus sensible aux mécanismes du marché.

On espère également parvenir ainsi à une transparence accrue du coût de ces activités.

Le ministre souligne qu'il s'agit uniquement d'activités qui *ne dépendent pas* du SEBC.

L'article 14 dispose expressément que s'il s'agit d'une mission qui a été confiée par la loi à la banque, l'autorisation préalable du Roi, sur proposition du ministre compétent, est requise.

Hoe zal die bevoegdheid in de toekomst evolueren ?

Worden overigens niet teveel activiteiten bij de NBB gecentraliseerd ?

Ook *de heer De Grauwe* is van mening dat de taken van de NBB in het voorliggende wetsontwerp al te vaag worden omschreven.

Zo verwijst artikel 13 naar de opdrachten die worden bedoeld in artikel 10. Artikel 10 is echter op zijn beurt zeer vaag geformuleerd !

De minister antwoordt dat artikel 10 verwijst naar opdrachten die in bijzondere wetten aan de Bank worden gegeven.

De nadere omschrijving van deze opdrachten gebeurt dus in die bijzondere wetten.

De heer De Grauwe merkt op dat de NBB in de toekomst zal moeten waken over de prijsstabiliteit, maar terzelfdertijd ook zal moeten instaan voor het verzamelen van de statistische informatie die daarop betrekking heeft.

Met de heer *Tavernier* vraagt hij zich af of het wel zinvol is dat één en dezelfde instelling deze beide taken vervult.

De minister geeft aan dat artikel 12, dat de Bank bevoegd maakt voor het inzamelen van statistische gegevens enkel en alleen betrekking heeft op de in artikel 10 bedoelde opdrachten van algemeen belang.

Hetzelfde geldt voor artikel 13 dat de Bank machtigt tot het verrichten van alle operaties en het verlenen van alle diensten die bijkomstig zijn of aansluiten bij de in artikel 10 bedoelde opdrachten.

Artikel 10 van het ontwerp verwijst op zijn beurt naar bijzondere wetten. De wetgever kan dus desgewenst in die bijzondere wetten wijzigingen aanbrengen die tegemoetkomen aan de door beide sprekers geopperde bezwaren.

De heer De Grauwe vraagt wat de bedoeling is van de in artikel 14 aangekondigde oprichting door de Bank van één of verscheidene onderscheiden juridische entiteiten.

De minister verwijst naar het antwoord dat de gemachtigden van de minister hierover aan de Raad van State hebben verstrekt (Stuk n° 1061/1, blz. 32).

Door middel van de scheiding der vermogens met de entiteit NBB wil men de eventuele weerslag vermijden op de verrichtingen die van het ESCB afhangen.

In bepaalde gevallen is het ook de bedoeling om een rationalisatie van de gefilialiseerde activiteit mogelijk te maken en beter in te spelen op de markt-mechanismen.

Op die manier hoopt men ook de kostprijs van deze activiteiten transparanter te maken.

De minister beklemtoont dat het alleen gaat om activiteiten die *niet* van het ESCB afhangen.

In artikel 14 wordt uitdrukkelijk bepaald dat wan-neer het gaat om een opdracht die bij wet aan de NBB is toeovertrouwd, de voorafgaandelijke toelating van de Koning, op voorstel van de bevoegde minister, vereist is.

Actuellement, la banque ne travaille pas encore avec de telles filiales, étant donné que la loi ne l'autorise pas (encore).

A l'avenir (c'est-à-dire si le législateur adopte l'article 14), il sera toutefois possible que, par exemple, la centrale des bilans et les centrales du crédit deviennent des entités juridiques distinctes.

M. Olaerts demande si, après l'adoption du projet à l'examen, la BNB pourra développer des activités qu'elles ne peuvent pas exercer actuellement.

Le ministre répond que l'objectif du projet n'est pas d'accroître les activités de la Banque mais de préciser le régime des tâches existantes au regard de la situation nouvelle créée par l'Union monétaire.

M. Tavernier demande que le ministre donne un aperçu des missions d'intérêt public qui sont accomplies par la BNB elle-même ou par les institutions qu'elle contrôle (par exemple, l'Institut de réescompte et de garantie, le Fonds des rentes, ...).

Le ministre transmettra une liste au rapporteur.

M. Huysentruyt demande si la BNB veut réaliser cette filialisation parce qu'elle veut se lancer à l'avenir dans de opérations plus risquées.

Le ministre répond par la négative.

M. Reynders demande dans quelle mesure les pertes futures éventuelles des filiales seront consolidées au sein de la BNB.

Pour quelle raison de telles filiales seront-elles dirigées par un ou plusieurs membres du Comité de direction de la Banque ?

Est-ce uniquement en raison des engagements pris à l'égard des membres du personnel de la Banque (qui seraient mutés dans une telle filiale) ?

Cela ne va-t-il pas contribuer à renforcer les liens financiers entre la Banque et les filiales ?

Le ministre indique que les pertes éventuelles seront effectivement consolidées. La filialisation fera néanmoins clairement apparaître l'origine de celles-ci.

Il a été promis aux membres du personnel de la Banque qui seront mutés dans une filiale qu'ils conserveraient leur statut actuel.

Que ces filiales seront dirigées par un ou plusieurs membres du Comité de direction de la banque peut être de nature à les rassurer.

Cependant, d'autres motifs encore justifient ce choix.

A M. Tavernier, *le ministre* répond que la Cour des comptes contrôle, en particulier, les opérations effectuées par la BNB dans l'exécution d'accords internationaux pour le compte de l'Etat et le service du Caissier de l'Etat.

Pour le surplus, la Cour des comptes n'intervient pas dans le fonctionnement de la Banque.

Momenteel werkt de Bank nog niet met dergelijke filialen, aangezien de wet zulks op heden (nog) niet toestaat.

In de toekomst (dat wil zeggen als de wetgever artikel 14 goedkeurt) wordt het echter wel mogelijk dat, bijvoorbeeld de balanscentrale of de kredietcentrales in de toekomst afzonderlijke juridische entiteiten zouden worden.

De heer Olaerts vraagt of de NBB na de goedkeuring van het voorliggende ontwerp activiteiten zal kunnen ontwikkelen die zij nu niet mag uitoefenen.

De minister antwoordt dat het ontwerp niet tot doel heeft de activiteiten van de NBB uit te breiden, maar wel de regeling van de bestaande taken te preciseren in het licht van de nieuwe, door de Muntunie gecreëerde situatie.

De heer Tavernier vraagt dat de minister een overzicht zou geven van de opdrachten van algemeen belang die de NBB hetzij zelf, hetzij via haar gecontroleerde instellingen (bijvoorbeeld het Herdiscontering- en Waarborginstituut, het Rentenfonds, ...) uitoefent.

De minister zal dergelijke lijst aan de rapporteur bezorgen.

De heer Huysentruyt vraagt of de NBB deze filialisering wil doorvoeren omdat zij in de toekomst meer risicovolle activiteiten wil verrichten.

De minister antwoordt ontkennend.

De heer Reynders vraagt in hoeverre eventuele toekomstige verliezen van filialen binnen de NBB zullen worden geconsolideerd.

Waarom zullen dergelijke filialen geleid worden door een of meer leden van het Directiecomité van de Bank ?

Gebeurt dit enkel en alleen omwille van de ten overstaan van de personeelsleden van de Bank (die naar dergelijk filiaal zouden worden overgeplaatst) aangegane verbintenissen ?

Houdt dit op zich geen versterking in van de financiële banden tussen de Bank en de filialen ?

De minister geeft aan dat eventuele verliezen inderdaad zullen worden geconsolideerd. Niettemin zal door de filialisering de oorsprong van deze evenuele verliezen duidelijk worden.

Aan de personeelsleden van de Bank die naar een filiaal zullen worden overgeplaatst werd beloofd dat zij hun huidig statuut zullen behouden.

Het feit dat deze filialen zullen geleid worden door een of meer leden van het Directiecomité van de Bank kan voor hen een geruststelling betekenen.

Hiervoor zijn echter ook andere redenen.

Aan de heer Tavernier antwoordt *de minister* dat het Rekenhof, in 't bijzonder, controle uitoefent op de internationale verrichtingen die de NBB in uitvoering van internationale akkoorden voor rekening van de Staat uitvoert en op de dienst van de Rijkskassier.

Voor het overige komt het Rekenhof niet tussen in de werking van de Bank.

M. Schoeters estime que ce problème doit être réglé, au cas par cas, dans chacune des lois spéciales visées à l'article 10.

Le ministre partage ce point de vue.

MM. Tavernier et Reynders demandent que ce problème soit réglé dans le cadre du projet à l'examen.

Le ministre n'a pas d'objection à ce qu'un amendement soit présenté en ce sens (voir *infra* : article 14ter).

*
* * *

L'article 10 est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 11

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 12

Cet article est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Art. 13

Cet article est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 14

Cet article est adopté par 7 voix et 4 abstentions.

Art. 14bis (*nouveau*)

Le gouvernement présente un amendement (n° 1, Doc. n° 1061/2) visant à insérer un article 14bis (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 14bis. — La Banque est autorisée, sous réserve le cas échéant de l'approbation de la BCE, à émettre des pièces de monnaies en or, ayant cours légal, à des fins numismatiques ou commémoratives à concurrence de 10 % du poids de l'or figurant dans les avoirs de la Banque à la date du 1^{er} janvier 1987; elle ne pourra toutefois utiliser à cet effet qu'au maximum 2 % de ce poids d'or par an.

Le produit net de l'émission des monnaies, diminué des droits reconnus à l'Etat luxembourgeois par le Protocole relatif à l'association monétaire entre les deux Etats du 9 mars 1981, est versé à l'Etat. La part

Volgens *de heer Schoeters* moet dit probleem in elk van de in artikel 10 bedoelde bijzondere wetten, geval per geval, worden geregeld.

De minister is het daarmee eens.

De heren Tavernier en Reynders vragen dat dit in het kader van het voorliggende ontwerp zou gebeuren.

De minister heeft geen bezwaar tegen een amendement in die zin (cf. *infra* : artikel 14ter).

*
* * *

Artikel 10 wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 11

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 12

Dit artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 14

Dit artikel wordt aangenomen met 7 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 14bis (*nieuw*)

De regering dient een amendement n° 1 (Stuk n° 1061/2) in tot invoeging van een nieuw artikel 14bis, luidend als volgt :

« Art. 14bis. — De Bank mag, in voorkomend geval onder voorbehoud van goedkeuring van de ECB, munstukken in goud uitgeven die wettig betaalmiddel zijn, als verzamelaars- of herdenkingsmunten belope van 10 % van het gewicht van het goud dat op 1 januari 1987 voorkomt in de activa van de Bank; ze zal evenwel te dien einde jaarlijks slechts ten hoogste 2 % van dat gewicht in goud mogen gebruiken.

De netto-opbrengst van de uitgifte van de munten, verminderd met de rechten die aan de Luxemburgse Staat zijn toegekend door het Protocol van 9 maart 1981 met betrekking tot de monetaire associatie tus-

qui revient à celui-ci devra avoir pour effet de réduire sa dette en devises. ».

Le ministre renvoie à son exposé introductif.

*
* *

L'amendement n° 1 du gouvernement, insérant un article 14bis (*nouveau*), est adopté par 10 voix contre 2.

Art. 14ter (*nouveau*)

M. Reynders présente un amendement (n° 5, Doc. n° 1061/2) visant à insérer un article 14ter (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 14ter. — Dans le cadre des missions d'intérêt public qu'elles exécutent, la Banque et les entités juridiques distinctes visées à l'article 14 sont soumises au contrôle de la Cour des comptes. ».

Le ministre demande qu'il soit indiqué explicitement que cet article vise les missions qui ne relèvent pas du SEBC.

M. Reynders acquiesce à cette demande. L'insertion de la disposition proposée dans le chapitre III indique d'ailleurs qu'il s'agit de ces missions.

Le texte définitif du nouvel article 14ter est par conséquent libellé comme suit :

« Art. 14ter. — Dans le cadre des missions d'intérêt public ne relevant pas du SEBC, la Banque et les entités juridiques distinctes visées à l'article 14 sont soumises au contrôle de la Cour des comptes. ».

*
* *

L'amendement n° 5 de *M. Reynders* insérant un article 14ter (*nouveau*), amendement ainsi modifié, est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 15

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 16

M. De Grauwe fait observer qu'alors que c'est le verbe « bestuurt » qui est chaque fois employé dans le texte néerlandais des articles 16, point 1, et 17, point 2, ce verbe est traduit en français par « dirige » à l'article 16, point 1, et par « assure l'administration » à l'article 17, point 2.

sen beide landen, wordt aan de Staat gestort. Het gedeelte dat hem toekomt, zal tot gevolg moeten hebben dat zijn schuld in deviezen vermindert. ».

De minister verwijst naar zijn inleidende uiteenzetting.

*
* *

Amendement n° 1 van de regering, tot invoeging van een nieuw artikel 14bis wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

Art. 14ter (*nieuw*)

De heer Reynders dient een amendement n° 5 (Stuk n° 1061/2) in tot invoeging van een nieuw artikel 14ter, luidend als volgt :

« Art. 14ter. — De Bank en de juridische entiteiten bedoeld in artikel 14 zijn in het raam van de opdrachten van algemeen belang die ze uitvoeren, onderworpen aan de controle van het Rekenhof. ».

De minister vraagt dat in de tekst uitdrukkelijk zou worden bepaald dat het gaat om opdrachten die niet van het ESCB afhangen.

De heer Reynders is het daarmee eens. Dit blijkt overigens uit het feit dat het nieuw artikel in hoofdstuk III wordt ondergebracht.

De definitieve tekst van het nieuwe artikel 14ter luidt dan ook als volgt :

« Art. 14ter. — De Bank en de juridische entiteiten bedoeld in artikel 14 zijn in het raam van de opdrachten van algemeen belang die niet van het ESCB afhangen onderworpen aan de controle van het Rekenhof. ».

*
* *

Het aldus gewijzigde amendement n° 5 van de heer Reynders tot invoeging van een nieuw artikel 14ter wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 15

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 16

De heer De Grauwe merkt op dat in de Nederlandse tekst van artikel 16.1 en artikel 17.2 telkens het werkwoord « bestuurt » wordt gebezigd, terwijl dit in het Frans respectievelijk wordt vertaald door « dirige » en « assure l'administration ».

La commission décide de modifier le texte néerlandais de l'article 16.1 comme suit :

« De gouverneur staat in voor de leiding van de Bank. ».

*
* * *

MM. De Grauwe, Demotte, Didden, Huysentruyt, Schoeters et Tavernier présentent un amendement (n° 4 — Doc. n° 1061/2) tendant à compléter cet article par un point 7, libellé comme suit :

« 3. La Banque adresse un rapport annuel sur les activités du SEBC et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours à la Chambre des représentants. Le gouvernement présente ce rapport à la Chambre, qui peut tenir un débat général sur cette base.

Le gouverneur et les autres membres de la Direction peuvent, à la demande de la Chambre ou de leur propre initiative, être entendus par les commissions compétentes de la Chambre. ».

Cet amendement est finalement retiré et remplacé par l'amendement n° 8 du gouvernement tendant à insérer un article 25bis (*nouveau*) (voir *infra* : article 25bis).

*
* * *

L'article 16 est adopté par 11 voix et une abstention, moyennant la correction susvisée.

Art. 17

M. De Grauwe note que la BNB aura désormais moins de travail. Une partie de ses activités seront en effet reprises par la Banque centrale européenne de Francfort.

Il s'étonne dès lors que l'article 17 vise à augmenter, au lieu de diminuer, le nombre de directeurs de la BNB.

Le ministre répond que le Comité de direction de la Banque nationale compte actuellement 7 membres, dont 6 directeurs.

L'article 17 du projet permet de ramener à 5 ou de porter à 7 le nombre de directeurs.

Il sera tenu compte des préoccupations de M. De Grauwe pour l'application de cet article.

M. De Grauwe constate que le Comité de direction comptera désormais autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise, le gouverneur éventuellement excepté.

Qu'en sera-t-il aux niveaux inférieurs de l'organigramme de la BNB ?

De commissie beslist de Nederlandse tekst van artikel 16.1 te wijzigen als volgt :

« De gouverneur staat in voor de leiding van de Bank. ».

*
* * *

Bij dit artikel was door *de heren De Grauwe, Demotte, Didden, Huysentruyt, Schoeters en Tavernier* een amendement n° 4 (Stuk n° 1061/2) ingediend dat ertoe strekte dit artikel aan te vullen met een punt 7, luidend als volgt :

« 3. De Bank stelt een jaarverslag over de werkzaamheden van het ESCB en over het monetair beleid in het afgelopen jaar en het lopende jaar op voor de Kamer van volksvertegenwoordigers. De gouverneur legt dit verslag voor aan de Kamer die op die basis een algemeen debat kan houden.

De gouverneur en de overige leden van de Directie kunnen op verzoek van de Kamer of op eigen initiatief worden gehoord door de bevoegde commissies van de Kamer. ».

Dit amendement werd uiteindelijk ingetrokken en vervangen door amendement n° 8 van de regering tot invoeging van een (nieuw) artikel 25bis (cf. *infra* : artikel 25bis).

*
* * *

Mits de bovenvermelde tekstcorrectie wordt artikel 16 aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 17

De heer De Grauwe geeft aan dat de NBB in de toekomst minder werk zal hebben. Een gedeelte van haar werk zal immers worden overgenomen door de Europese Centrale Bank in Frankfurt.

Het verbaast hem dan ook dat in artikel 17 het aantal directeurs van de NBB wordt verhoogd in plaats van verminderd.

De minister geeft aan dat het Directiecomité van de Nationale Bank thans 7 leden telt waaronder 6 directeurs.

Artikel 17 van het ontwerp laat toe het aantal directeurs te verminderen tot 5 of te verhogen tot 7.

Bij de toepassing van dit artikel zal rekening worden gehouden met de bekommernissen van de heer De Grauwe.

De heer De Grauwe stelt vast dat het Directiecomité voortaan zal bestaan uit evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden, de gouverneur eventueel uitgezonderd.

Wat gebeurt er op de lagere niveaus van de structuur van de NBB ?

Le ministre précise que la législation relative à l'emploi des langues sera appliquée, c'est-à-dire que la parité linguistique sera respectée aux deux niveaux les plus élevés.

*
* *

MM. De Grauwe, Huysentruyt, Leterme, Olaerts, Reynders et Vanpoucke et Mme D'Hondt présentent ensuite un amendement (n° 6 — Doc. n° 1061/2), visant à remplacer, au point 1, les mots « de cinq directeurs au moins et de sept au plus » par les mots « de trois directeurs au moins et de six au plus ».

Le ministre demande que cet amendement soit rejeté.

L'amendement n° 6 de M. De Grauwe et consorts est adopté par 6 voix contre 4.

L'article 17, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

Art. 18

M. De Grauwe demande si l'article 18.3 modifie la situation actuelle.

Les traitements et pensions des membres du Comité de direction étaient-ils fixés collectivement et non individuellement ?

Le ministre répond par la négative. L'article 18 reprend simplement le texte de l'article 70 des statuts actuels de la BNB.

*
* *

L'article 18 est adopté par 10 voix contre une.

Art. 19

Cet article est adopté par un vote identique.

Art. 20

M. De Grauwe présente un amendement (n° 7 — Doc. n° 1061/2) tendant à compléter le point 3 par ce qui suit :

« Le représentant du ministre fait chaque année rapport au ministre des Finances au sujet de sa mission. »

L'auteur estime qu'il n'y a aucune raison de supprimer le devoir d'information à l'égard du ministre des Finances.

De minister geeft aan dat de wetgeving op het gebruik der talen zal worden toegepast, dat wil zeggen taalpariteit op de twee hoogste niveau's.

*
* *

De heren De Grauwe, Huysentruyt, Leterme, Olaerts, Reynders en Vanpoucke en mevrouw D'Hondt dienen vervolgens een amendement nr 6 (Stuk nr 1061/2) in dat ertoe strekt om in punt 1, de woorden « ten minste vijf directeurs en ten hoogste zeven » te vervangen door de woorden « ten minste drie directeurs en ten hoogste zes ».

De minister vraagt de verwerping van het amendement.

Amendement nr 6 van de heer De Grauwe c.s. wordt aangenomen met 6 tegen 4 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 17 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 18

De heer De Grauwe vraagt of artikel 18.3 iets wijzigt aan de huidige toestand.

Werden de wedden en de pensioenen van de leden van het Directiecomité vroeger collectief bepaald en niet afzonderlijk ?

De minister antwoordt ontkennend. Artikel 18 herneemt gewoon de tekst van artikel 70 van de huidige statuten van de NBB.

*
* *

Artikel 18 wordt aangenomen met 10 tegen 1 stem.

Art. 19

Dit artikel wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 20

De heer De Grauwe dient een amendement nr 7 (Stuk nr 1061/2) in dat ertoe strekt punt 3 aan te vullen met wat volgt :

« De vertegenwoordiger van de minister brengt over zijn opdracht ieder jaar verslag uit aan de minister van Financiën. »

Volgens de auteur is er geen enkele reden om de thans bestaande informatieplicht naar de minister van Financiën toe af te schaffen.

Le ministre ne voit aucune objection à l'adoption de cet amendement.

*
* * *

Dans le texte néerlandais de l'article 20.2, à la septième ligne, il y a lieu de remplacer le mot «en» par le mot «of».

Au point 2 du même texte, il s'indique de remplacer le texte du dernier membre de phrase à partir des mots «*en schorst hij ...*» par le texte qui figurait à l'article 30 de l'avant-projet de loi qui a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

L'article 20.2 doit par conséquent être récrit comme suit : «*schorst hij en brengt hij ter kennis van de minister van Financiën elke beslissing die met de wet, met de statuten of met 's Rijks belangen strijdig zou zijn*».

La rédaction du texte néerlandais de l'article 20.2 proposée par le Conseil d'Etat (observation finale, p. 37) et reprise par le gouvernement ne paraît pas très heureuse après coup, parce que, comme l'a fait observer *M. Schoeters*, il est impossible que le mot «*deze*» se rapporte à la fois à la décision et la suspension de celle-ci.

*
* * *

L'amendement n° 7 de M. De Grauwe est adopté à l'unanimité.

L'article 20, ainsi modifié (y compris les corrections), est adopté à l'unanimité.

Art. 21

M. De Grauwe propose que, par analogie avec ce qui est prévu pour la nomination du président de la BCE, l'avis du parlement belge doive être recueilli pour la nomination du gouverneur de la BNB.

Une telle procédure est d'ailleurs également appliquée aux Etats-Unis.

Le ministre fait observer que désormais, le gouverneur ne déterminera plus la politique monétaire de notre pays, étant donné que cette politique sera arrêtée au niveau européen.

M. De Grauwe objecte que le gouverneur de la BNB contribuera à définir cette politique européenne.

M. Reynders relève que la Banque nationale continuera aussi d'exécuter des missions d'intérêt public.

Il paraît dès lors pertinent de consulter le parlement à propos de la nomination du gouverneur.

*
* * *

De minister heeft geen bezwaar tegen dit amendement.

*
* * *

In de Nederlandse tekst van artikel 20.2, moet op de zevende regel het woord «*en*» worden vervangen door het woord «*of*».

Eveneens in punt 2 van de Nederlandse tekst moet de tekst van de laatste zinsnede vanaf «*en schorst hij ...*» worden vervangen door de tekst die voorkwam in artikel 30 van het voorontwerp van wet zoals het aan het advies van de Raad van State werd voorgelegd.

Artikel 20.2, moet bijgevolg als volgt worden herschreven : «... schorst hij en brengt hij ter kennis van de minister van Financiën elke beslissing die met de wet, met de statuten of met 's Rijks belangen strijdig zou zijn».

De door de Raad van State (slotopmerking, blz. 37) voorgestelde en door de regering in artikel 20.2 overgenomen redactie blijkt achteraf niet zeer gelukkig omdat het woord «*deze*», zoals door *de heer Schoeters* werd opgemerkt, onmogelijk kan slaan op zowel de beslissing als het feit van de schorsing ervan.

*
* * *

Amendement n° 7 van de heer De Grauwe wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 20 (met inbegrip van de tekstverbeteringen) wordt eenparig aangenomen.

Art. 21

De heer De Grauwe stelt voor dat naar analogie met wat gebeurt voor de benoeming van de President van de ECB, het advies van het Belgisch parlement zou moeten worden ingewonnen voor de benoeming van de gouverneur van de NBB.

Dit gebeurt overigens ook in de Verenigde Staten.

De minister merkt op dat de gouverneur in de toekomst niet meer het monetaire beleid van ons land zal bepalen, aangezien hierover op Europees vlak zal worden beslist.

De heer De Grauwe werpt tegen dat de gouverneur van de NBB mede dit Europese beleid zal bepalen.

De heer Reynders merkt op dat de Nationale Bank ook nog opdrachten van algemeen belang zal uitvoeren.

Een raadpleging van het parlement over de benoeming van de gouverneur lijkt dan ook gepast.

*
* * *

L'article 21 est adopté, sans modification, par 9 voix et une abstention.

Art. 22 à 24

Ces articles sont adoptés par 10 voix et une abstention.

Art. 25

M. Schoeters demande pourquoi les mandats des membres du Comité de direction, du Conseil de régence et du Collège des censeurs ne prennent pas fin à l'âge de 65 ans.

Le ministre répond que c'est une réglementation de 1937 qui prévoit les limites respectives de 67 et 70 ans.

*
* *

L'article 25 est adopté par 7 voix contre une et 4 abstentions.

Art. 25bis (nouveau)

Ainsi qu'il a été précisé, *M. De Grauwe et consorts* présentent un amendement (n°4, Doc. n°1061/2) à l'article 16 (voir *supra*).

Cet amendement vise à compléter cet article par un point 3, libellé comme suit :

« 3. La Banque adresse un rapport annuel sur les activités du SEBC et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours à la Chambre des représentants. Le gouvernement présente ce rapport à la Chambre, qui peut tenir un débat général sur cette base.

Le gouverneur et les autres membres de la Direction peuvent, à la demande de la Chambre ou de leur propre initiative, être entendus par les commissions compétentes de la Chambre. ».

Le ministre indique qu'il n'est pas opposé à l'organisation d'un dialogue annuel entre le gouverneur de la BNB et le parlement.

Toutefois, l'amendement reprend presque textuellement l'article 109 B, 3, du traité de Maastricht, ce qui pourrait poser des problèmes à la Banque centrale européenne.

Celle-ci n'est en effet tenue de se justifier que devant les institutions européennes, dont le Parlement européen.

*
* *

Au terme d'un bref échange de vues, *la commission* décide qu'il convient de modifier le texte de l'amendement.

Artikel 21 wordt ongewijzigd aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 22 tot 24

Deze artikelen worden aangenomen met 10 stemmen en 1 onthouding.

Art. 25

De heer Schoeters vraagt waarom de mandaten van de leden van het Directiecomité, van de Regentenraad en van het College van censoren niet op 65 jaar eindigen.

De minister antwoordt dat een reglementering van 1937 de limieten, respectievelijk op 67 en 70 jaar bepaalt.

*
* *

Artikel 25 wordt aangenomen met 7 stemmen tegen één bij 4 onthoudingen.

Art. 25bis (nieuw)

Zoals gezegd was door *de heer De Grauwe c.s.* een amendement (n°4 — Stuk n°1061/2) ingediend op artikel 16 (cf. *supra*).

Dit amendement strekt ertoe dit artikel aan te vullen met een punt 3, luidend als volgt :

« 3. De Bank stelt een jaarverslag over de werkzaamheden van het ESCB en over het monetair beleid in het afgelopen jaar en het lopende jaar op voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers. De gouverneur legt dit verslag voor aan de Kamer die op die basis een algemeen debat kan houden.

De gouverneur en de overige leden van de Directie kunnen op verzoek van de Kamer of op eigen initiatief worden gehoord door de bevoegde commissies van de Kamer. ».

De minister geeft aan dat hij geen bezwaar heeft tegen de organisatie van een jaarlijkse dialoog tussen de gouverneur van de NBB en het parlement.

Het amendement herneemt echter bijna woordelijk de tekst van artikel 109 B.3 van het Verdrag van Maastricht, wat voor de Europese Centrale Bank problemen zou kunnen stellen.

Zij is immers enkel verantwoording verschuldigd aan de Europese instellingen, waaronder het Europees Parlement.

*
* *

Na een korte gedachtewisseling beslist *de Commissie* dat de tekst van het amendement moet worden gewijzigd.

Le gouvernement présente ensuite un amendement (n° 8, Doc. n° 1061/2) visant (également) à insérer un article 25bis (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 25bis. — Le gouverneur transmet aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat le rapport annuel visé à l'article 109 B (3) du traité instituant la Communauté européenne. Le gouverneur peut être entendu par les commissions compétentes de la Chambre des représentants et du Sénat, à la demande de ces commissions ou de sa propre initiative. ».

*
* *

L'amendement n° 8 insérant un article 25bis (*nouveau*) est adopté à l'unanimité.

L'amendement n° 4 de M. De Grauwe et consorts est ensuite retiré.

Art. 26 à 28

Ces articles sont adoptés par 10 voix et une abstention.

Art. 29

M. Olaerts demande sur quels critères a été basée la répartition des bénéfices prévue dans cet article.

Pourquoi la répartition du surplus prévue à l'article 29, 3°, a-t-elle été réglée de telle manière que la part de l'Etat est fixée (un cinquième), mais pas celle des actionnaires ?

Le ministre précise que l'Etat bénéficie dans un premier temps des produits financiers nets prévus à l'article 26 (recettes non fiscales). Ce n'est qu'ultérieurement que l'on procède à la répartition des bénéfices prévue à l'article 29 (en trois étapes).

*
* *

L'article 29 est adopté par 10 voix et une abstention.

Art. 30 et 31

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 32

M. Huysentruyt demande si le gouverneur de la BNB pourra invoquer le secret professionnel vis-à-vis du parlement.

Le ministre répond par l'affirmative. Il en va d'ailleurs d'ores et déjà ainsi. Le gouverneur n'est

De regering dient vervolgens amendement n° 8 (Stuk n° 1061/2), (eveneens) tot invoeging van een nieuw artikel 25bis, luidend als volgt :

« Art. 25bis. — De gouverneur zendt aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat het jaarverslag toe bedoeld in artikel 109 B(3) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. De gouverneur kan door de bevoegde commissies van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Seenaat worden gehoord op verzoek van die commissies of op zijn eigen initiatief. ».

*
* *

Amendement n° 8 tot invoeging van een nieuw artikel 25bis wordt eenparig aangenomen.

Amendement n° 4 van de heer De Grauwe c.s. wordt vervolgens ingetrokken.

Art. 26 tot 28

Deze artikelen worden aangenomen met 10 stemmen en 1 onthouding.

Art. 29

De heer Olaerts vraagt op basis van welke criteria de in dit artikel uiteengezette winstdeling is bepaald.

Waarom is de in artikel 29, 3° bepaalde verdeling van het overschot zo geregeld dat het deel van de Staat wel vaststaat (één vijfde) maar dat van de aandeelhouders niet ?

De minister geeft aan dat de Staat eerst en vooral geniet van de in artikel 26 bepaalde netto financiële opbrengsten (niet-fiscale ontvangsten). Pas daarna wordt de in artikel 29 bepaalde winstverdeling (in 3 etappes) doorgevoerd.

*
* *

Artikel 29 wordt aangenomen met 10 stemmen en 1 onthouding.

Art. 30 en 31

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 32

De heer Huysentruyt vraagt of de gouverneur van de NBB tegenover het parlement dit beroepsgeheim kan inroepen.

De minister antwoordt bevestigend. Dit is trouwens nu ook reeds het geval. Hij wordt alleen van dit

délié de ce secret professionnel que vis-à-vis d'autres autorités publiques soumises à un secret professionnel analogue.

*
* *

L'article 32 est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 33

Cet article est adopté par un vote identique.

Art. 33bis (*nouveau*)

Le gouvernement présente un amendement (n° 2, Doc. n° 1061/2) tendant à :

1) Remplacer le titre du chapitre VI par ce qui suit :

« Chapitre VI. — Dispositions transitoires et abrogatoires. Entrée en vigueur. ».

2) Insérer un article 33bis (*nouveau*), rédigé comme suit :

« Art. 33bis. — Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 14bis, est versé à l'Etat le produit net de l'émission de monnaies par la Banque à des fins numismatiques ou commémoratives, à concurrence du solde non utilisé des 2,75 % du poids de l'or figurant dans les avoirs de la Banque au 1^{er} janvier 1987 et qui pouvait être utilisé par l'Etat notamment en vue de l'émission de monnaies, en vertu de l'article 20bis, alinéa 2 de la loi du 24 août 1939 relative à la Banque Nationale de Belgique. ».

Le ministre renvoie à son exposé introductif.

*
* *

L'amendement n° 2 du gouvernement tendant à insérer un article 33bis (*nouveau*) est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 34

Le gouvernement présente un amendement (n° 3, Doc. n° 1061/2) tendant à compléter cet article par un point 7., libellé comme suit :

« 7. Par dérogation au point 1, les articles 14bis et 33bis entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. ».

Le ministre fait observer qu'il paraît souhaitable, tout bien considéré, que les articles 14bis et 33bis

beroepsgeheim ontheven tegenover andere openbare overheden die aan een gelijkwaardig beroepsgeheim zijn gebonden.

*
* *

Artikel 32 wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 33

Dit artikel wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 33bis (*nieuw*)

De regering dient amendement nr 2 (Stuk nr 1061/2) in dat ertoe strekt :

1) Het opschrift van hoofdstuk VI te vervangen door wat volgt :

« Hoofdstuk VI. — Overgangs- en opheffingsbe-palingen. Inwerkingtreding. ».

2) Een artikel 33bis (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 33bis. — Onverminderd de bepalingen op-genomen in artikel 14bis, wordt aan de Staat gestort de netto-opbrengst van de uitgifte door de Bank van verzamelaars- of herdenkingsmunten ten belope van het niet gebruikte saldo der 2,75 % van het gewicht in goud dat op 1 januari 1987 in de activa van de Bank voorkomt en dat door de Staat mocht worden gebruikt inzonderheid voor de uitgifte van munten krachtens artikel 20bis, tweede lid, van de wet van 24 augustus 1939 op de Nationale Bank van Bel-gië. ».

De minister verwijst naar zijn inleidende uiteen-zetting.

*
* *

Amendement nr 2 van de regering tot invoeging van een (*nieuw*) artikel 33bis wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 34

De regering stelt bij amendement nr 3 (Stuk nr 1061/2) voor dit artikel aan te vullen met een punt 7., luidend als volgt :

« 7. In afwijking van punt 1, treden de artike-len 14bis en 33bis in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. ».

De minister geeft aan dat het achteraf bekijken raadzaam lijkt dat de artikelen 14bis en 33bis in

entrent en vigueur le jour de la publication de la loi
au *Moniteur belge*.

*
* *

L'amendement n° 3 du gouvernement est adopté à
l'unanimité.

L'article 34, ainsi modifié, est adopté par 9 voix et
une abstention.

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé,
y compris les errata, est adopté par 9 voix et une
abstention.

Le rapporteur,

Y. LETERME

Le président,

M. DIDDEN

werking treden op de dag waarop deze wet in het
Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

*
* *

Amendement n° 3 van de regering wordt eenparig
aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 34 wordt aangenomen
met 9 stemmen en 1 onthouding.

Het gehele wetsontwerp, zoals geadviseerd en
met inbegrip van de errata wordt aangenomen met
9 stemmen en 1 onthouding.

De rapporteur,

Y. LETERME

De voorzitter,

M. DIDDEN